

UQÀM



**CHAIRE RAOUL-DANDURAND**  
EN ÉTUDES STRATÉGIQUES ET DIPLOMATIQUES

Observatoire sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord

## COMPTE RENDU

COLLOQUE INTERNATIONAL

# POUVOIRS ET CONTRE-POUVOIRS

## Reconfiguration géopolitique au Moyen-Orient

**Mercredi 18 février 2015**

Auditorium de la Grande Bibliothèque  
475 boul. de Maisonneuve Est, Montréal  
Métro Berri-UQAM



Inscription gratuite et obligatoire en ligne  
[www.dandurand.uqam.ca](http://www.dandurand.uqam.ca)

Compte rendu par Nicolas Pellerin-Roy



Conseil de recherches  
en sciences humaines  
du Canada

Social Sciences and  
Humanities Research  
Council of Canada

Canada



SNC • LAVALIN

Relations  
internationales  
et Francophonie

Québec



ROYAUME DE BELGIQUE  
Service public fédéral  
Affaires étrangères,  
Commerce extérieur et  
Coopération au Développement

## MOT DE BIENVENUE ET INTRODUCTION

Charles-Philippe David, professeur, département de science politique, UQAM ; titulaire, Chaire Raoul-Dandurand

M. Charles-Philippe David débute en remerciant la Grande Bibliothèque d'accueillir le quatrième colloque de l'OMAN, mais également les organisateurs de ce colloque (M. Jean-François Lépine, M. Sami Aoun et Mme Hanieh Ziaei), le personnel de la Chaire et les divers partenaires associés, dont le ministère des Relations internationales et de la Francophonie, le Consulat de Belgique à Montréal, SNC-Lavalin et le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.

Il est important de se questionner sur les conséquences, quatre ans plus tard, du Printemps arabe pour la région et d'en dresser le bilan. L'espoir d'il y a quatre ans a laissé place à la déception alors que 2014 fut une année horrible et déroutante malgré certaines lueurs d'espoir comme celle de la Tunisie. Impossible de passer sous silence la montée du groupe État islamique et du retour militaire des pays occidentaux, fruit du phénomène des « États faillis » qui, tels l'Irak et la Syrie, orientent aujourd'hui la prise de décision autant à Washington qu'à Paris ou à Londres. La décision américaine de 2011 de retirer ses troupes d'Irak était, selon M. David, une erreur qui a laissé le champ libre à l'État islamique. Alors que la situation se dégrade également en Libye, il est nécessaire de se demander si les décisions de faire tomber les dictatures étaient bonnes : les conséquences étant peut-être pires que de les avoir laissées en place. Citant Henry Kissinger, M. David affirme que le réalisme a eu raison et que le renversement des dictatures a amené des situations chaotiques et dangereuses.

Ce colloque a pour but de parler de la recomposition politique du Moyen-Orient. Alors que le portrait de 2014 est noir, celui de 2015 promet de l'être tout autant alors que plusieurs situations pourraient occasionner des problèmes comme, par exemple, la poursuite du conflit israélo-palestinien, les conséquences d'un accord, - ou de l'absence, avec l'Iran sur la question nucléaire, la situation extrêmement tendue en Égypte ou la montée possible d'État islamique, suivi d'une intensification de la présence militaire dans la région.

M. David conclut malgré tout sur une note positive en soulignant que les germes de problèmes pourraient aussi se transformer en lueurs d'espoir pour la région : un accord entre l'Iran et le P5+1 (États-Unis, Chine, Russie, France, Royaume-Uni et Allemagne) ou entre Israël et les pays arabes pour s'opposer à ÉI pourrait peut-être donner une petite chance à la paix au Moyen-Orient, espoir de la démocratie.

Jean-François Lépine, analyste international ; président, Observatoire sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Chaire Raoul-Dandurand, UQAM

Jean-François Lépine débute en accueillant et en remerciant l'ensemble des conférenciers, mais également l'assistance. Il salue également le travail d'organisation entrepris par l'équipe de la Chaire.

La situation complexe que vit actuellement le Moyen-Orient a beaucoup d'impact dans le reste du monde. Il évoque l'onde de choc des événements du Charlie Hebdo, dont l'enjeu s'est étendu au Danemark dernièrement, mais également l'expansion de la violence, autant en Jordanie qu'en Égypte, sans omettre la terreur du groupe État islamique qui inquiète autant par son

ampleur que par la réaction internationale qu'elle engendre. Il déplore que cette dynamique spectaculaire fasse oublier les millions de réfugiés qui subissent les conséquences du « Printemps arabe », mais également les expériences positives dans la région, comme celle de la Tunisie.

Lors du colloque de l'année dernière, l'État islamique commençait tout juste à être évoqué, mouvement dont on attribuait le succès notamment aux populations sunnites d'Irak qui y voyaient enfin une porte de sortie après un régime autoritaire chiite. M. Lépine se questionne sur l'analyse à porter sur l'état de la situation dans cette région du monde, situation désespérante qui semble s'enliser dans le chaos.

## PANEL 1 - RECOMPOSITIONS GÉOPOLITIQUES AU MOYEN-ORIENT

- **Force et vulnérabilité de l'Iran face au pouvoir arabo-sunnite**

Houchang Hassan-Yari, professeur, Département de science politique, Collège Royal Militaire du Canada ; membre externe, Observatoire sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Chaire Raoul-Dandurand, UQAM

M. Houchang Hassan-Yari débute en précisant le contexte régional hostile dans lequel l'Iran gravite depuis les protestations populaires ayant embrasé le Moyen-Orient. Il note quelques grands traits observables : une plus grande militarisation de la contestation populaire et des groupes non étatiques qui en émerge, un affaiblissement important de l'emprise des familles ou clans de la région sur leur population, une plus grande répression politique envers la société civile et les diverses communautés ethniques et religieuses. De ces caractéristiques résulte une plus grande instabilité, mais également une plus grande division basée sur l'idéologie religieuse.

M. Hassan-Yari souligne que le Moyen-Orient est toujours convoité par trois grands projets politiques opposés : un monde chiite sous l'influence de l'Iran, un Moyen-Orient unifié au sein d'un califat islamique et un monde sunnite dominé par l'Arabie Saoudite. À ces aspirations contraires s'ajoute également la volonté manifeste de la Russie de jouer un rôle dans la région afin de contrer la présence américaine, présence poursuivie et demandée en regard aux circonstances tendues actuelles. Alors que la majeure partie des pays du Moyen-Orient ont sur les bras des problèmes et des crises internes, il y a également une multiplication des tensions à caractère politique, économique, religieux, sectaire, national ou ethnique et qui opposent des États directement ou bien par groupes interposés. Pour les acteurs principaux, ces conflits servent principalement à accroître leur rôle et leur accès aux ressources importantes, mais également à satisfaire leur volonté hégémonique, notamment dans le cas de l'Iran et de l'Arabie Saoudite.

M. Hassan-Yari précise que l'Iran est un des rares pays dont la politique étrangère est logique, constante et claire dans la confusion qui règne au niveau régional. Dans sa politique stratégique, il y a tout d'abord la présence constante de deux camps : le front de la résistance mené par l'Iran (incluant la Syrie, le Hezbollah, le Hamas, le Yémen, l'Afghanistan, etc.) s'opposant au reste du monde arabe et à l'impérialisme. Ensuite, il y a cette idée que l'Irak et la Syrie doivent être aidés à tout prix et que la survie du régime islamique dépend de la présence de régimes amis à Bagdad et à Damas. Malgré les atouts que détient l'Iran au niveau régional, dont l'influence grandissante du Hezbollah au Liban ou un renversement probable de la situation en Syrie, il se trouve dans une situation vulnérable. En effet, toutes ses situations peuvent également se retourner contre elle si la conjoncture change dans les pays qu'elle considère comme étant alliés (Syrie, Iraq, Afghanistan, Yémen, etc.).

Par contre, l'Iran a l'occasion d'acquérir une légitimité plus grande au niveau international, notamment par les négociations sur la question nucléaire avec le P5+1. M. Hassan-Yari consent toutefois que les Iraniens risquent également de laisser échapper l'opportunité en tenant une ligne dure et en perdant le rapport de force possible, même devant un Obama plus complaisant que jamais. L'échec des négociations renforcerait le camp républicain à Washington, résolument plus hostile à Téhéran.

- **Lutte contre l'État islamique : ambiguïtés, faux semblants et opportunités**

Pierre Razoux, directeur de recherche chargé du pôle « sécurité régionale », IRSEM-École Militaire ; membre associé, Observatoire sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Chaire Raoul-Dandurand, UQAM

Par cette présentation, M. Pierre Razoux cherche à se mettre dans la peau de l'État islamique pour déterminer les éléments constituant son rapport de force. Cette analyse se décline en trois points : les atouts du groupe, ces vulnérabilités et les stratégies à court, moyen et long terme que ses adversaires devraient privilégier pour le défaire.

Pour M. Razoux, l'État islamique possède six grands avantages : 1. il profite des immenses frustrations présentes au sein du monde sunnite, 2. il possède une stratégie de communication agressive et bien rodée, 3. les rivalités régionales font en sorte que chaque État possède une bonne raison de laisser le groupe continuer ses activités et d'ainsi nuire à ses rivaux. 4. Il possède également beaucoup de ressources gazières et pétrolières, 5. contrôle les fleuves-clés que sont le Tigre et l'Euphrate et, finalement, 6. il met au pied du mur les pays sunnites qui souhaitaient un État tampon entre l'Iran et la Péninsule arabique en leur proposant que le califat devienne justement cet État. L'État islamique possède aussi de grandes vulnérabilités : le territoire contrôlé est enclavé et ne possède pas d'accès maritime ou aéroportuaire majeur, les axes de communications sont limités géographiquement et rendent difficile autant le mouvement des troupes que le ravitaillement ou les exportations pétrolières. Également, la structure étatique que se donne le groupe l'amène à avoir beaucoup de dépenses : alors qu'avoir des fonctionnaires et des services publics est une force en soi, cela coûte très cher et cela le rend très vulnérable à un étouffement financier qui l'empêcherait de maintenir cette structure étatique. Puisqu'il dépend beaucoup de ses exportations de pétrole, il est donc sensible aux fluctuations de son prix sur le marché. Finalement, le groupe ne possède pas d'armements lourds, ce qui la rend plutôt inapte à combattre de grandes armées professionnelles.

M. Razoux propose ensuite des stratégies pour ses opposants. À court terme, il s'agit de mettre en place une stratégie militaire basée sur l'étouffement et sur la participation importante des pays musulmans, question d'en augmenter l'acceptabilité auprès de la population locale. Si l'on rajoute la participation concertée de tous les acteurs de la région, M. Razoux affirme que l'on peut défaire l'État islamique en quelques mois. Par contre, à moyen et à long terme, il est impératif de plancher sur une solution politique pour éviter de déplacer le problème dans des foyers potentiellement chauds, que ce soit la question palestinienne, kurde, les rivalités instrumentalisées entre sunnites et chiites ou la place à accorder aux Frères musulmans dans le monde arabe.

- **Continuité et changement dans la sécurité au Moyen-Orient**

Marina Calulli, post-doctorante au Islam Fares Institute, Université américaine de Beyrouth

Dans sa présentation, Mme Marina Calculli cherche à analyser les éléments de changement et de continuité dans l'ordre sécuritaire du Moyen-Orient relativement aux événements du Printemps arabe.

Alors que ces événements ont mis fin au statu quo de la sécurité qui était présent dans la région, celle-ci est, quatre ans après, dans une logique de désordre d'où émerge une compétition entre des acteurs étatiques et non étatiques. Une militarisation très profonde de la société s'instaure et des groupes, prenant souvent la forme de milices, contestent la légitimité des autorités en place dans certains pays. Pour Mme Calculli, il y a un risque que cette situation de désordre s'étende. Son origine est à chercher au-delà des révoltes arabes de 2011, car elle est la conséquence de l'échec de la construction des structures étatiques et institutionnelles dans ces pays durant la période postcoloniale. En effet, avant 2011, plusieurs pays en proie aujourd'hui à des tensions importantes étaient dirigés par un régime autoritaire monolithique, souvent dominé par un parti ou une famille unique, et dont le contrôle de la population et du territoire passaient obligatoirement par la violence. De plus, ce type de régime obtenait bien souvent leur seule légitimité à travers les yeux de la communauté internationale. Ainsi, il n'y avait donc pas de différences entre l'État et le régime, ne formant qu'un, permettant alors l'absence de structures institutionnelles solides en dehors du régime. Les révoltes de 2011 en ont fait tomber certains, entraînant avec eux les États.

Ce vide structurel a alors permis à de nouveaux acteurs, dont beaucoup étaient traditionnellement exclus du pouvoir, d'émerger sur la scène publique. Le désir d'un pluralisme politique, souvent évoqué par les manifestants, s'est buté à une arène politique marquée par les débordements et les affrontements violents entre divers groupes luttant pour le pouvoir. Ceux-ci contiennent bien souvent des membres des régimes tombés cherchant à appliquer une politique de la revanche, mais également à remettre sur pied les éléments de leur pouvoir perdu. Par exemple, les généraux de Saddam Hussein se retrouvent aujourd'hui au sein de l'État islamique. Mme Calculli conclut en affirmant que l'on assiste actuellement à des batailles pour redéfinir l'ordre territorial du Moyen-Orient, un processus qui risque d'être difficile, lent et violent.

## PANEL 2 – POIDS IDÉOLOGIQUES ET PESANTEURS CULTURELLES

- **Iran et Occident : entre rapprochement et blocage géopolitique**

Pierre Pahlavi, professeur agrégé et directeur, Centre d'études de sécurité du Collège des forces canadiennes, Toronto ; membre externe, Observatoire sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Chaire Raoul-Dandurand, UQAM

M. Pierre Pahlavi débute en remerciant les organisateurs de la Chaire pour l'invitation et pour l'organisation de ce colloque. Après 36 ans d'isolement, l'Iran se voit à nouveau offrir une opportunité, permise par le contexte actuel au Moyen-Orient, de réintégrer la communauté internationale. En plus des négociations sur la question nucléaire, l'Iran apporte également son soutien à la coalition contre l'État islamique. De plus, les Occidentaux donnent l'impression de poursuivre une politique de main tendue envers l'Iran, principalement par un assouplissement de la posture de Washington envers Téhéran. L'ouverture potentielle de l'économie iranienne aux entreprises occidentales est également vue d'un bon œil à Paris, Londres ou bien Berlin. Malgré tout cela, les négociations sur le nucléaire peinent à aboutir et la coalition contre l'État islamique hésite encore à officialiser une alliance avec l'Iran.

M. Pahlavi affirme qu'il est nécessaire de jeter un coup d'œil sur les ambitions régionales iraniennes pour bien comprendre les raisons de ce délai dans la normalisation des relations



avec l'Iran et des entreprises iraniennes. La politique étrangère iranienne a des objectifs constants : maintenir l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité iranienne et se constituer une sphère d'influence protectrice afin d'asseoir l'Iran comme puissance régionale. La lutte que mène le pays contre l'État islamique s'inscrit dans une volonté de préserver son influence en Irak, en Syrie et au Liban, maillons principaux des alliances pro-iraniennes depuis les années 90 et axe vital qui permet d'éviter l'isolement diplomatique, géographique et politique. Pour ce qui est de la poursuite du nucléaire, elle apparaît comme un moyen d'atteindre les objectifs de la politique étrangère iranienne et illustre la volonté de puissance régionale. C'est ce qui enrayer le rapprochement des pays occidentaux avec l'Iran.

Le véritable obstacle, selon M. Pahlavi, est l'opposition des alliés régionaux des pays occidentaux à toutes formes de normalisation des relations avec l'Iran. Un rapprochement qui permettrait un Iran nucléarisé et qui redeviendrait une superpuissance régionale ne serait fait qu'au désavantage de pays comme Israël ou l'Arabie Saoudite. Alors que les puissances occidentales marchent sur des œufs, il s'avérera très difficile de ménager les susceptibilités de la région. C'est pourquoi M. Pahlavi considère que les prochains mois seront cruciaux, car des choix devront être effectués.

- **Israël : le complexe de sécurité face aux bouleversements de son voisinage arabe**

Sébastien Boussois, collaborateur scientifique du REPI, Université Libre de Bruxelles; chercheur associé, Centre Jacques Berque, Rabat et Observatoire sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, UQAM; Policy advocacy, agence FORMENA

M. Sébastien Boussois remercie les organisateurs du colloque. Il débute la présentation en affirmant que depuis la création de l'État d'Israël, la sécurité est la préoccupation numéro un, dépendant autant des alliés et du contexte régional, que de la politique intérieure israélienne. Le complexe sécuritaire israélien se construit à la fois sur un pragmatisme sécuritaire basé sur la réalité, mais également sur une perception de la menace qui est influencée par l'idéologie sioniste dans laquelle on trouve un paradigme autant théorique que pratique sur les dangers immédiats et la prévention de ceux-ci. En effet, la politique sécuritaire d'Israël est basée sur l'idée que les Juifs du pays sont assaillis de toute part par leurs ennemis, créant un sentiment où la menace grave est latente, allant jusqu'à menacer son existence. Ce sont ces craintes qui sont notamment à l'origine du mur qui entoure la Palestine. Ainsi, le peuple israélien doit être militairement protégé à tout prix face aux adversaires autant internes qu'externes et ne peut pas se permettre de perdre, au péril de sa vie. C'est ce qui, entre autres, légitime la disproportion de la riposte et l'atteinte de civils, ainsi que la conquête de nouveau territoire au nom de la sécurité.

Alors que les questions libanaises et palestiniennes sont depuis longtemps les principaux points de friction pour la sécurité nationale israélienne, le pays se retrouve dans un contexte inédit de danger depuis les événements du Printemps arabe et de ses répercussions dans les pays avoisinants (Égypte, Irak, Syrie, Iran), forçant le gouvernement à redéfinir ses priorités de sécurité. Devant tant de menaces perçues comme étant potentiellement existentielles, Israël s'enferme et s'emmure pour se protéger. M. Boussois termine en affirmant que la classe politique israélienne entretient une logique de la survie et de la sécurité de leur pays, sujets qui ont des répercussions lors des élections et qui supplantent bien souvent les questions de politiques internes, considérées par M. Boussois comme étant les vrais dangers qu'affronte Israël.

- **La résilience du Hezbollah à l'épreuve du feu syrien**

Didier Leroy, chercheur, École Royale Militaire de Belgique, Université Libre de Bruxelles ; membre associé, Observatoire sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Chaire Raoul-Dandurand, UQAM

M. Didier Leroy débute sa présentation en rappelant qu'avec le déclenchement du conflit syrien, en 2011, la chute de Bachar el-Assad était perçue comme inévitable, mais aussi la disparition du Hezbollah. Pourtant, quatre ans après, il est toujours présent. De ce constat, il tire un bilan positif sur la résilience du groupe : en plus d'avoir la capacité de résister et de se développer malgré les chocs, le Hezbollah s'avère même maintenant plus fort qu'au début de la crise syrienne, qui est devenu un enjeu vital pour le groupe. En effet, la Syrie, en plus de servir de zone de repli militaire, constitue une ligne d'approvisionnement importante en armement. C'est pourquoi le Hezbollah est très présent dans la portion ouest de la Syrie, dans la région stratégique que représente la frontière libano-syrienne. L'implication du Hezbollah dans le conflit syrien s'est faite en plusieurs étapes successives : si elle avait débuté par une simple protection de villages frontaliers chiites en 2012, elle s'est transformée en engagement militaire plus important envers l'opposition, notamment par la campagne de Qalamoun en novembre 2013, pour devenir une guerre contre le takfirisme et l'État islamique.

La participation croissante du Hezbollah est, pour M. Leroy, une réponse à la présence de soutien à l'État islamique dans le nord du Liban, notamment dans les villes de Tripoli et d'Ersal. Le groupe se sent ciblé par une tentative d'isolement de la part de l'État islamique, par la création d'un croissant sunnite hostile au Hezbollah chiite. Celui-ci cherche à briser l'isolement, notamment en collaborant avec l'armée libanaise dans le nord du pays. Malgré les lourdes pertes encourues par cette implication, le Hezbollah reste résilient. Alors qu'il a perdu davantage d'hommes en trois ans en Syrie qu'en trois décennies contre Israël, le groupe peut tout de même compter sur un fort bassin de combattants. De plus, par la collaboration grandissante du Hezbollah avec l'armée libanaise, symbole fort d'unité nationale, il est parvenu à redorer son blason et à gagner en popularité et en légitimité politique.

M. Leroy conclut en expliquant que régionalement, le groupe a désormais un statut de force établi et assumé et il a une expérience martiale démontrée, capable de mener des opérations conjointes. Ce gain en importance devient alors un facteur d'inquiétude croissant pour Israël, qui reste la cible prioritaire du Hezbollah.

- **La caricature, la censure et le sacré : le cas iranien**

Hanieh Ziaei, chargée de cours et doctorante en sociologie, UQAM/ULB ; chercheuse en résidence et coordonnatrice, Observatoire sur le Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, Chaire Raoul-Dandurand, UQAM

Mme Hanieh Ziaei débute, à titre de coordonnatrice de l'Observatoire sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, en remerciant l'équipe de la Chaire ayant permis l'organisation de ce colloque. Elle remercie également le titulaire de la Chaire, M. Charles-Philippe David, M. Jean-François Lépine et M. Sami Aoun pour leur confiance et le soutien qu'ils ont apporté pour mener à bien ce rendez-vous annuel. Elle introduit sa présentation en disant que le jour du colloque, le 18 février, un séminaire universitaire portant sur l'Islam fut annulé en raison des consignes de sécurité très strictes encore en vigueur à Paris. Suite aux événements du *Charlie Hebdo*, le mot *image*, lorsqu'il est accolé au sacré, est devenu universellement surchargé de sens et impose un cocktail explosif entre la censure et l'autocensure.

Pourtant, exercer un contre-pouvoir n'est pas la volonté de s'accaparer le pouvoir. Dans le cas iranien, les contre-pouvoirs de la société civile cherchent à donner un ordre nouveau à la société. En ce sens, le milieu de la caricature en Iran cherche justement à effectuer une remise en question des pratiques du pouvoir, une importance majeure étant accordée à la place du contexte socio-politique comme source d'inspiration aux dessins. Mme Ziaei évoque le cas de Mana Neyestani, caricaturiste contestataire iranien, qui affirme qu'un sentiment de sécurité permet de créer en toute liberté. Par contre, il a été obligé de quitter le pays à cause d'un dessin n'ayant pas plu aux autorités. Le principal thème abordé par M. Neyestani est celui de la liberté d'expression alors qu'en Iran, tout message doit avoir reçu une autorisation préalable. De plus, un filtrage est effectué par la police de la pensée qui exerce un monopole sur la culture, les arts, les informations, les normes et les coutumes de la société.

La censure devient alors une pratique courante, évoquée comme étant une nécessité pour le bien collectif, le maintien de l'ordre et la sécurité nationale. En plus d'être également un instrument de pouvoir dans le cas iranien, elle permet de créer une ligne de démarcation claire entre le bien et le mal, le normal et l'anormal, le permis et l'interdit. Dans l'art, ses dyades se transposent par l'existence d'un art officiel et acceptable, opposé à l'art perçu comme décadent. Ces catégorisations facilitent la censure, alors que les censeurs détiennent un véritable pouvoir, provenant habituellement du clergé et du monde religieux, groupe indissociable du politique. Ainsi, le pouvoir devient pratiquement impossible à renverser, l'interdiction de parler du sacré revenant à ne pas pouvoir aborder la question du pouvoir.

La réalité existante ne doit pas être remise en question : on censure ceux qui évoquent la répression d'État, l'homosexualité, la question des femmes, etc. Bref, les débats sociaux sont rapidement étouffés. Face à cette impossibilité d'exercer un contre-pouvoir sans risquer sa vie ou sa liberté, l'autocensure devient de plus en plus intériorisée.

### **PANEL 3 – BILAN DU PRINTEMPS ARABE**

- **La transition tunisienne entre démocratie, libéralisme et Islam politique**

Francesco Cavatorta, professeur agrégé, Université Laval ; membre associé, Observatoire sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Chaire Raoul-Dandurand, UQAM

M. Francesco Cavatorta examine la transition démocratique tunisienne par le biais d'une double approche, dont les pistes d'analyse s'avèrent assez différentes. La première approche étudiée est celle des études classiques de la démocratisation. Selon celles-ci, la consolidation de la transition passe tout d'abord par un gouvernement intérimaire où plusieurs acteurs redéfinissent les règles du jeu en place. Alors qu'il n'est pas en mesure de livrer la marchandise, un épisode violent survient et sera stoppé par un compromis trouvé au nom de l'intérêt national, appuyé par le retour de personnes associées à l'ancien régime et qui se sont converties à l'idée du pluralisme politique. À la lumière de la théorie classique, l'expérience tunisienne s'avère être la seule qui ait connu un degré de succès important, malgré une situation régionale défavorable, par un compromis institutionnel et politique ayant garanti le succès de la transition.

La seconde approche se base sur une interprétation différente de la démocratie. En effet, elle voit plutôt négativement l'idée d'une transition par compromis entre les différents partis politiques. Cela fait en sorte que les jeunes, qui ont pourtant fait la révolution, ne sont pas visibles au sein de la transition et leurs conditions socio-économiques, s'ils n'ont pas déjà quitté le pays, ne se sont pas améliorées. L'économie nationale vacillante se maintient, car le gouvernement est dans l'obligation de poursuivre les mêmes politiques économiques



qu'auparavant, celles qui dépendent des institutions internationales et qui ont mené à la crise initiale. Finalement, la transition de compromis a permis d'inclure toutes les mouvances dans le gouvernement de transition, ce qui soulève un questionnement sur l'utilité du vote, processus perçu comme inutile si tout le monde se retrouve gagnant. Ainsi, ce qui peut être perçu comme une réussite peut également être vu comme un échec.

M. Cavatorta conclut en affirmant que la Tunisie pourrait partager le destin d'autres démocraties établies en Europe, telles en Espagne ou en Italie. Ces dernières sont marquées par un gouvernement inefficace, une politique économique dictée par d'autres, un taux de vote en déclin, un exil des jeunes, où la confiance gouvernementale et institutionnelle, mais également interpersonnelle est en baisse et le pessimisme est généralisé.

- **Éclairage sur le pragmatisme islamiste en Tunisie**

Fabio Merone, doctorant, l'Université de Gand, Belgique; chercheur invité, Chaire Études Maghrébines, Hautes Études Internationales (HEI), Université de Laval

Pour M. Fabio Merone, la transition tunisienne réussie s'explique par l'inclusion des intégristes dans le processus transitionnel, contrairement à un pays comme l'Égypte, qui a violemment exclu les Frères musulmans après la chute de Morsi. Ainsi, on assiste à la création d'un modèle tunisien où l'intégration des islamistes est nécessaire pour la réussite de cette transition, mais également pour obtenir une certaine stabilité.

Alors qu'en 2011, Ennahdha sortait de l'illégalité, de 2012 à 2014, la Tunisie assiste à une polarisation de la société où s'affrontent d'un côté les islamistes et les salafistes et de l'autre, les anti-islamistes. En 2014, c'est Ennahdha qui remporte les élections avec environ 35% des voix. Alors que le conflit social aurait pu se régler dans la violence et l'autoritarisme, il s'est plutôt réglé de manière institutionnelle.

En conclusion, M. Merone souligne que les groupes islamistes, comme les Frères musulmans, sont des produits du processus de modernisation de la région, une petite bourgeoisie éduquée s'opposant à l'époque au modèle d'État-nation tel que construit par les élites colonisatrices et se liant progressivement avec les classes populaires. Ils sont donc des acteurs politiques légitimes dans une société et leur intégration au sein du processus politique est nécessaire.

- **De l'opportunisme à la fragmentation d'Al-Qaïda au Maghreb islamique**

Adib Benchérif, doctorant en science politique, Université d'Ottawa ; chercheur associé, Observatoire sur le Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, Chaire Raoul-Dandurand, UQAM

M. Adib Benchérif débute sa présentation en remerciant la Chaire Raoul-Dandurand pour l'invitation à participer au colloque. Il affirme d'entrée de jeu que la transition politique en Libye est une mosaïque en mouvement où l'unité est précaire. Dans la situation actuelle, il y a deux gouvernements qui n'ont aucun pouvoir en soi et qui se disputent autour de la question des ressources économiques. Cette situation favorise donc une base arrière pour AQMI (Al-Qaïda au Maghreb islamique) en Libye, groupe qui est le sujet de cette présentation.

AQMI est un groupe djihadiste algérien qui agissait au départ sur la scène nationale, mais après la conciliation nationale algérienne, plusieurs quittent le groupe qui doit évoluer pour assurer sa survie. Il se rapproche alors d'Al-Qaïda pour en devenir un allié en 2006, prenant le nom d'AQMI en 2007. Pour survivre, le groupe cherche alors à poursuivre un djihad régional, les stratégies deviennent mouvantes et suivent une logique opportuniste où il cherche à s'adapter aux contraintes se présentant. Le manque de définition stratégique amène également de

nombreuses fragmentations au sein de AQMI, que ce soit au niveau de la portée du djihad pratiqué (national contre régional) ou de la structure du groupe qui voit un pouvoir concentré, mais décentralisé.

Par contre, l'arrivée du groupe État islamique, opposant direct d'Al-Qaïda, et la montée en force de groupes islamistes africains tels le MUJAO (Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest) ou Boko Haram, provoquent de la dissidence et des défections au sein d'AQMI au profit de ces autres groupes. Alors qu'elle ne réussit pas à résoudre ses contradictions, AQMI est clairement en perte de vitesse.

- **L'islamisme au pouvoir au Maroc**

Mohamed Ourya, chargé de cours et chercheur, École de politique appliquée, Université de Sherbrooke ; chercheur associé, Observatoire sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Chaire Raoul-Dandurand, UQAM

La présentation de M. Mohamed Ourya porte sur les particularités de l'islamisme au Maroc, qui doit composer avec le paradigme de la royauté et du gouvernement central, comparativement à celui pratiqué ailleurs dans la région.

Il débute en affirmant que le Maroc n'assiste pas à un retour de l'islamisme sur son territoire, car il a toujours été présent. Il puise cependant sa source dans un Islam à saveur maghrébine qui comporte des particularités utilisées par le pouvoir pour contrer de manière institutionnelle les autres mouvances islamistes: entre autres, l'idée de la prédestination des croyants qui permet de légitimer le pouvoir royal, et la prédominance de la tradition soufie. La question religieuse marocaine est intrinsèquement liée au pouvoir royal. En effet, le roi porte, depuis ses débuts, le titre de *commandeurs des croyants*, chef des musulmans marocains. Ce titre permet alors à la royauté d'unir le champ politico-religieux alors qu'il est habituellement fondamental pour un groupe islamiste de se positionner contre un adversaire, ce qui n'est pas le cas au Maroc qui voit en la royauté un vecteur d'identité.

Finalement, le discours de l'universalité de l'Islam se retrouve dans l'Islam marocain, dont les croyants sont très peu portés sur l'exaltation religieuse et ne cherchent pas à être expansionnistes comme peuvent l'être d'autres groupes islamistes.

## PANEL 4 – TÉMOIGNAGES DE TERRAIN AU MOYEN-ORIENT

- **Témoignages de terrain au Moyen-Orient**

Modérateur : Jean-François Lépine, analyste international ; président, Observatoire sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Chaire Raoul-Dandurand, UQAM

- Pierre Razoux, directeur de recherche chargé du pôle « sécurité régionale », IRSEM-École Militaire ; membre associé, Observatoire sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Chaire Raoul-Dandurand, UQAM
- Ferry de Kerckhove, ancien haut-commissaire du Canada au Pakistan et ancien ambassadeur du Canada en Indonésie et en Égypte

M. Jean-François Lépine débute en présentant M. Ferry de Kerckhove, ancien ambassadeur du Canada en Égypte. Ce dernier salue le travail des journalistes ayant couvert les événements de la place Tahrir lors du soulèvement, eux qui, contrairement aux diplomates, n'ont aucune protection dans les situations épineuses. Il entame ensuite sa réflexion en affirmant qu'il ne resterait plus rien de la révolte de 2011, les groupes radicaux mieux préparés ayant détourné les manifestations populaires à leur profit.

Le déclenchement de la contestation contre le régime de Mubarak était la somme de plusieurs facteurs : les élections truquées égyptiennes de 2010, les fortes inégalités sociales, la présence grandissante des Frères musulmans, mais également les inquiétudes de l'armée égyptienne face aux visées de Mubarak sur celle-ci. Alors que l'entourage du président était plutôt insouciant, la contestation a mené à une répression violente qui a eu un effet mobilisateur important. Au moment où le mouvement se faisait de plus en plus sanglant, les Frères musulmans sont intervenus et ont en quelque sorte sauvé la révolution égyptienne, leur donnant une légitimité dont ils se drapent encore aujourd'hui pour expliquer leur aspiration à diriger le pays.

M. de Kerckhove souligne également les vulnérabilités du camp révolutionnaire. Drapés de beaux idéaux, ils avaient des exigences minimales et aucun programme politique concret. Il affirme également qu'une révolution qui ne dure que 18 jours et qui ne fait que 867 morts, dans un pays aussi vaste, n'était pas suffisante pour mobiliser le pays en entier, se contentant de quelques foyers. Les révolutionnaires ne faisaient pas non plus le poids face aux forces armées qui ont réussi à retirer de la gloire des événements, en prenant le parti du peuple. Les suites politiques immédiates ont aussi été vaines, alors que les jeunes de la Place Tahrir n'avaient aucune notion de gestion gouvernementale et que la création d'un organisme bicéphale entre les forces armées et un gouvernement, dont les membres changeaient aux six mois, refusait de prendre la moindre décision à long terme.

Les élections parlementaires de 2011 ont alors montré comment s'illustre la montée des pouvoirs religieux. En effet, tandis que le parti des Frères musulmans obtenait 35% des suffrages, les salafistes en obtenaient 27%, tout cela devant une gauche séculaire en plein désarroi. Le bref passage de Mohamed Morsi à la présidence a démontré qu'il cherchait tout d'abord à avantager son groupe. Lorsqu'il a entrepris de modifier la Constitution, il était certain que l'armée, l'élite et la population égyptienne n'allaient pas permettre ce type d'initiative. Malgré le renversement de Morsi, il n'y a aucun renouvellement pour l'Égypte, car le général Sissi s'avère, selon M. de Kerckhove, être plus dur que Mubarak malgré quelques initiatives économiques, notamment au niveau des libertés.

M. de Kerckhove conclut en affirmant que la révolution a peu de chance d'avoir du succès lorsqu'une population faiblement éduquée, apathique et sans fibre démocratique doit de plus affronter des forces armées. Ainsi, il termine en disant que l'Égypte est à des décennies d'être pleinement démocratisée.

Depuis un an, M. Pierre Razoux a effectué plusieurs voyages au Moyen-Orient et dans le monde musulman. Il présente le fruit d'une réflexion générale faite au cours des douze derniers mois. Cette réflexion aborde trois points : le dossier israélo-palestinien, l'opposition entre les communautés chiites et sunnites et l'influence de plus en plus forte de l'océan Indien.

Depuis 20 ans, M. Razoux a vu une évolution dans le conflit israélo-palestinien. Tout d'abord, la société israélienne est désormais très diversifiée et est composée d'individus des quatre coins du monde. Cette situation complique la résolution du conflit avec la Palestine, car ces nouveaux arrivants ne sont pas habitués de côtoyer les Palestiniens et sont ainsi plus méfiants. En ce qui a trait au mur séparant Israël des territoires palestiniens, M. Razoux considère que ce n'est pas une barrière de sécurité, mais plutôt un moyen pratique de nier l'existence de l'autre, de ne plus le voir. Concernant le conflit en soi, il n'y a aucune volonté de négocier du côté israélien, pour qui le statu quo représente une option parfaite. L'Autorité palestinienne ne cherche pas non plus à négocier, mais elle a changé de stratégie, mettant la rhétorique violente de côté pour adopter la voie diplomatique et ainsi mettre Israël devant ses responsabilités accompagnant l'annexion

des territoires palestiniens. En plus d'avoir d'importants coûts politiques et financiers, s'amorce un processus d'isolement de l'État israélien sur la scène internationale, menant entre autres à la reconnaissance de l'État palestinien par la Suède ou la Grande-Bretagne et délégitimant l'occupation israélienne.

Pour M. Razoux, l'opposition entre chiite et sunnite est largement instrumentalisée dans tous les pays qu'il a visités. Pourtant, il y a dix ans, personne n'évoquait cette dichotomie aujourd'hui exploitée par certains pays du golfe, sauf le Liban et l'Irak. C'est notamment le cas de l'Arabie Saoudite et sa crainte de l'Iran, qui cherche à vendre l'opposition entre les deux mouvances comme une rivalité religieuse plutôt que géopolitique. Cette utilisation est accentuée par la possibilité d'un accord nucléaire et diplomatique entre l'Iran et les puissances occidentales, accord qui enrichirait énormément la République islamique par l'ouverture de son économie. Cette éventualité inquiète l'Arabie Saoudite, car le royaume s'appauvrit et devient vulnérable aux contestations sociales qui envieraient le régime républicain iranien plus libéral, plus démocratique et accordant davantage de droits à ses citoyens. Cette situation pourrait devenir une menace vitale pour le régime saoudien. L'Arabie Saoudite s'oppose farouchement aux Frères musulmans pour la même raison, car le groupe souhaite lui aussi la mise en place d'une République islamique. C'est pourquoi il cherche à éteindre le foyer à la base, en Égypte, et ainsi éviter une propagation de la contestation sociale.

M. Razoux termine en parlant de l'influence de plus en plus marquée de l'Océan indien. En effet, il se met en place toutes les pièces d'un grand jeu qui marquera les cinquante prochaines années et qui inclura de nombreux joueurs : les États-Unis, la Chine, plusieurs puissances asiatiques ou musulmanes, sans oublier des pays comme l'Inde ou le Pakistan. Tout le monde commence à installer les pions de sa présence dans cette zone : le Japon installe une base militaire à Djibouti, seule base militaire japonaise en dehors du pays, les Chinois y envoient des sous-marins nucléaires, tout cela sous l'œil inquiet de l'Inde.

Pour les États-Unis, le royaume d'Oman est en voie de devenir un élément crucial dans la géopolitique régionale. En effet, ce territoire devient le moyen pour les États-Unis et l'Occident de s'affranchir de l'Arabie Saoudite, perçue de plus en plus comme un problème, tout en gardant une base d'où ils peuvent intervenir au Moyen-Orient. Oman permet également d'éviter le détroit d'Hormuz, mais de contrôler le détroit de Bab el-Mandeb, aujourd'hui crucial. Il permet également de dévier la production gazière et pétrolière vers Oman et l'Océan indien. Alors que 85% de ce qui est extrait dans la Péninsule se dirige vers l'Asie, cette déviation permettrait aux États-Unis de contrôler l'approvisionnement énergétique asiatique, forçant la main des pays asiatiques pour qu'ils s'impliquent dans la région.

## CONCLUSION

- **Enjeux et perspectives**

Sami Aoun, professeur titulaire, École de politique appliquée, Université de Sherbrooke ; directeur, Observatoire du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, Chaire Raoul-Dandurand, UQAM

Quatre points importants forment la conclusion de M. Sami Aoun. Tout d'abord, il dresse un état des lieux pessimiste du Moyen-Orient, alors que les grandes villes de la région sont pratiquement toutes à feu et à sang et qu'il y a un important recul des décideurs arabes et de leur influence sur leur peuple respectif. Il aborde ensuite la question du vide qui se forme autour de l'absence d'Obama dans les affaires de la région, ce qui est à la base de plusieurs conflits. Sa volonté d'effectuer une gestion d'arrière-scène témoigne que le Moyen-Orient n'est plus un espace privilégié pour la stratégie américaine, considéré davantage comme une terre de conflits

que de partenariats comme peut l'être l'Asie actuellement. Se fCisant, le Moyen-Orient est laissé à ses propres dynamiques autodestructrices.

Il poursuit en évoquant la centralité de la question religieuse et identitaire dans la région. Alors que les interprétations les plus contradictoires du Coran s'affrontent violemment, il est possible de se questionner sur les liens réels et possibles entre le politique et le religieux. S'il en est ainsi, c'est tout d'abord parce que les variantes de l'Islam se retrouvent instrumentalisées par plusieurs acteurs et qu'il est possible de se demander qui parle véritablement au nom de l'Islam. Parallèlement apparaît aussi une tendance séculaire dans la région, marquée par la montée de l'athéisme ou d'une certaine perte de foi. Ainsi, cette confrontation violente entre les fondamentalismes détruit le lien citoyen et social par des idéologies exclusivistes déterminant qui sont les meilleurs musulmans, créant de part et d'autre un sentiment de victimisation face à la mouvance opposée.

Pour conclure, M. Sami Aoun constate la mise à mal de la démocratie au Moyen-Orient. Alors que le modèle démocratique turc, qui était considéré comme la référence dans la région, perd des plumes en devenant autoritaire sous Erdogan, ni le modèle politique iranien ni le saoudien n'est applicable partout dans la région, étant idéologiquement opposés. Il souligne par ailleurs la déconnexion que la recherche scientifique effectue entre le despotisme et le terrorisme, le second se positionnant en réaction directe au premier. Sans despotisme sauvage, il n'y a pas de terrorisme aux allures barbares. Alors que le Printemps arabe portait des promesses de démocratisation, M. Aoun souligne que cinq ans ne sont pas une bonne unité temporelle pour mesurer son impact et ses effets et que, malgré les tumultes actuels, les gains des révoltes pourraient remonter à la surface.

M. Sami Aoun termine en remerciant tous les participants du colloque pour les échanges enrichissants qui ont eu lieu, l'équipe de la Chaire Raoul-Dandurand, M. Charles-Philippe David et M. Jean-François Lépine.

   [www.dandurand.uqam.ca](http://www.dandurand.uqam.ca)